



Canada Development
Investment Corporation

La corporation de développement
des investissements du Canada

**LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES
INVESTISSEMENTS DU CANADA**

**PLAN D'ENTREPRISE
SOMMAIRE**

2014-2018

décembre 2013

PLAN D'ENTREPRISE SOMMAIRE

TABLE DES MATIÈRES

1.0	RÉSUMÉ.....	3
2.0	MANDAT ET RÔLE FUTUR	5
2.1	Gouvernance d'entreprise	5
3.0	PROFIL DE LA SOCIÉTÉ.....	6
4.0	RÉALISATIONS DE LA SOCIÉTÉ.....	7
4.1	Évaluation des résultats de l'exercice précédent	7
4.2	Analyse du milieu d'affaires externe	8
5.0	OBJECTIFS ET STRATÉGIES POUR LA PÉRIODE DE 2014 A 2018.....	9
5.1	Société de gestion Canada Hibernia	10
5.2	Corporation d'investissement GEN du Canada.....	10
5.3	Canada Eldor Inc.....	11
5.4	Le programme d'examen de la gestion des biens de l'État et les mandats de dessaisissement.....	12
5.5	Risques et atténuation du risque	12
6.0	SECTION FINANCIÈRE	14
6.1	Aperçu financier pour 2013.....	14
6.2	Rapports financiers trimestriels	15
6.3	Principales hypothèses des prévisions financières	15
6.4	Budget des investissements	17

Tableau 1 – Bilan pro forma de la situation financière

Tableau 2 – État pro forma des flux de trésorerie

Tableau 3 – État pro forma des variations des capitaux propres

Tableau 4 – État pro forma du résultat global

Annexe A – Organigramme et conseil d'administration

Annexe B – Société de gestion Canada Hibernia

Plan d'entreprise sommaire pour la période de 2014 à 2018

1.0 RÉSUMÉ

QUI NOUS SOMMES

La Corporation de développement des investissements du Canada (la « société » ou la « CDEV ») a été constituée en société en 1982 conformément aux dispositions de la Loi canadienne sur les sociétés par actions et elle appartient en totalité à Sa Majesté la Reine du chef du Canada. La CDEV est une société d'État mandataire visée à la partie II de l'annexe III de la Loi sur la gestion des finances publiques (« GFP ») et n'est pas assujettie aux dispositions de la Loi de l'impôt sur le revenu. La CDEV rend compte au Parlement par l'entremise du ministre des Finances. Au cours de l'année 2103, la société a changé son image de marque de « CDIC » à « CDEV ». La CDEV possède trois filiales en propriété exclusive soit la Société de gestion Canada Hibernia (« SGCH »), Canada Eldor Inc. (« CEI ») et la Corporation d'investissement GEN du Canada (« GEN »).

CE QUE NOUS FAISONS

Notre vision : être la ressource principale du gouvernement du Canada en matière d'évaluation, de gestion et de dessaisissement à l'égard de ses actifs commerciaux.

Notre mission : agir dans le meilleur intérêt du gouvernement, au nom du ministre des Finances, pour mettre en œuvre d'excellentes appréciations et pratiques commerciales en matière d'évaluation, de gestion et de dessaisissement à l'égard des actifs du gouvernement.

La CDEV a toujours eu pour rôle de veiller à ce que les intérêts du gouvernement dont elle a la garde soient gérés dans une perspective commerciale. À ce jour, la société a assuré la gestion et la vente d'une quinzaine de sociétés pour le compte du gouvernement, ce qui représente un produit total de plus de quatre milliards de dollars. La CDEV gère la participation du gouvernement du Canada dans le champ pétrolifère Hibernia, les actions privilégiées et ordinaires dans General Motors (« GM ») et les obligations de CEI.

De plus, la CDEV continue d'obtenir, pour le compte du ministre des Finances, des mandats relatifs à l'examen de la gestion des actifs du gouvernement du Canada en faisant l'analyse financière, juridique et technique de ces actifs pour assurer une utilisation des ressources efficiente, efficace et centrée sur les priorités. La CDEV maintient l'habileté de se dessaisir de ses actifs actuels et d'acquérir ou de se dessaisir de toute autre participation gouvernementale à la demande du ministre des Finances. En fin d'année 2012, on a annoncé que la CDEV agira comme mandataire du gouvernement dans la vente de Ridley Terminals Inc. (« RTI »), une société d'état fédérale sise en Colombie Britannique. À la mi-2013, on a annoncé que la CDEV agirait comme mandataire du gouvernement pour la vente possible d'une partie de la Réserve fédérale de charbon (« RFC ») en Colombie-Britannique.

ACTIVITÉS RÉCENTES

Le 10 septembre 2013, la CDEV a vendu 30 millions d'actions de General Motors qu'elle détenait lors d'une des plus importantes ventes de bloc d'actions non enregistrée aux États-Unis, ce qui a généré un produit d'environ 1 milliard de dollars US. GEN a enregistré un gain de 680 millions de dollars US suite à cette vente d'actions. GEN détient toujours environ 110 millions d'actions ordinaires et 16 million d'actions privilégiées série A de GM. La valeur des actions ordinaires de GM s'est accrue de façon substantielle passant à 35,95 \$ US au 30 septembre 2013, par rapport à sa valeur de 28,82 \$ US à la clôture de l'exercice 2012.

La CDEV a continué d'être active dans le programme d'examen des actifs du Gouvernement du Canada (« PEA »). La société a été très active en 2013 dans son rôle de mandataire pour la vente de RTI.

La participation de la SGCH dans le champ pétrolifère Hibernia continue d'offrir un très bon rendement. Au-delà des opérations courantes, l'enjeu majeur a été la mise en oeuvre du développement des cinq premiers blocs de réservoir du secteur unitaire de l'extension sud du champ Hibernia. Un agrandissement additionnel de ce secteur unitaire a été approuvé au cours de 2013.

CEI continue de gérer les obligations découlant des activités antérieures d'Eldorado Nucléaire, dont les actifs ont été fusionnés à ceux de la Saskatchewan Mining and Development Corporation en 1988 pour former la Corporation Cameco. CEI continue de payer les coûts futurs relatifs au déclassement de l'ancien site minier Beaverlodge et les prestations de retraite de certains anciens employés. Une nouvelle licence d'exploitation de dix ans a été conclue entre la Commission canadienne de sûreté nucléaire et Cameco qui gère le site Beaverlodge pour la CEI.

La CDEV, conformément à ses obligations sous la Loi sur la gestion des finances publiques, a tenu son assemblée publique annuelle le 17 juillet 2013 à Toronto, Ontario.

PRÉVISIONS QUINQUENNALES

Maintenant que la CDEV a amorcé la prochaine phase de sa gestion des actions de GM, la société continuera à suivre attentivement l'évolution du marché des actions de GM afin de déterminer la meilleure façon et le moment le plus propice pour une vente future de ces actions. La CDEV prévoit que GM rachètera les actions privilégiées de catégorie A d'une valeur de 16 millions en décembre 2014, bien qu'elle n'y soit pas tenue. Dans l'intervalle, la CDEV s'attend à continuer de toucher des dividendes de 9 % sur ces actions privilégiées.

La SGCH a été créée en mars 1993 aux seules fins de détenir, gérer, administrer et opérer la quote part directe de 8,5% du projet Hibernia. L'objectif principal de la SGCH est de gérer l'investissement de l'actionnaire dans le projet Hibernia et dans les autres développements reliés au projet Hibernia afin de protéger l'intérêt de l'actionnaire et d'en maximiser le rendement. Un objectif secondaire consiste à maintenir l'actif en

bon état en vue d'un dessaisissement possible par le gouvernement du Canada en temps opportun.

CEI, par le biais de Cameco le gestionnaire et détenteur de la licence d'exploitation du site minier Beaverlodge, a révisé l'état de ses dépenses prévues à la fin de 2012 dans le but de transférer les terrains au programme de contrôle institutionnel du gouvernement de la Saskatchewan (pour les sites miniers déclassés). CEI continuera de payer à Cameco les frais de gestion relatifs au site minier Beaverlodge ainsi que les paiements des prestations de retraite des anciens employés.

Le programme d'examen de la gestion des biens de l'État se poursuit et la CDEV conservera sa capacité de gestion pour être en mesure d'exercer les rôles et les tâches que lui confiera le ministre des Finances. Le rôle premier de la CDEV est d'élaborer, en collaboration avec le personnel du ministère des Finances, des énoncés de travaux précis, de mener un processus rigoureux et équitable de sélection des experts conseils, de gérer les relations avec les experts conseils et les équipes de gestionnaires des actifs faisant l'objet de l'examen, et de veiller à ce que des rapports éclairants soient produits en temps opportun et servent de fondement rigoureux aux décisions du gouvernement.

En 2014 et 2015, la société prévoit continuer à agir comme mandataire du gouvernement dans la vente de RTI et possiblement de la RFC si le gouvernement en venait à prendre la décision de procéder à une vente. Des conseillers financiers et des experts techniques ont déjà été retenus dans les deux mandats.

2.0 MANDAT ET RÔLE FUTUR

Les statuts constitutifs de la CDEV lui confèrent un vaste mandat. La CDEV a été constituée en société pour agir comme outil commercial de placement gouvernemental dans des titres de participation et gérer les avoirs commerciaux du gouvernement. La CDEV a comme objectif principal d'exercer toutes ses activités au mieux des intérêts du Canada, dans une perspective commerciale.

Au mois de novembre 2007, le ministre des Finances a écrit au président du conseil d'administration pour l'informer que la CDEV « devra dorénavant se forger un avenir axé sur la gestion continue de ses actifs actuels dans une perspective commerciale et prêter son concours au gouvernement dans la recherche de nouvelles orientations qui conviennent à ses capacités, tout en conservant la capacité de se dessaisir de ses actifs actuels et de tout autre placement de l'État, à la demande du ministre des Finances ».

2.1 Gouvernance d'entreprise

La gestion de la CDEV est assurée par une équipe établie à Toronto et dirigée par le vice-président exécutif, qui travaille en étroite collaboration avec des conseillers, des avocats ainsi qu'avec les membres du conseil d'administration et ceux de la direction des filiales en vue d'assurer la bonne marche de la société et de ses filiales. Relevant

du vice-président exécutif, la société compte cinq employés à temps plein et trois contractuels. La SGCH a une direction distincte expérimentée dans l'industrie pétrolière installée à Calgary. Un des conseillers juridiques externes de la société agit également comme secrétaire corporatif de la CDEV.

La CDEV fait rapport au Parlement par l'intermédiaire du ministre des Finances. Le conseil d'administration de la CDEV surveille et supervise les activités et les affaires de la corporation. À l'heure actuelle le conseil d'administration de la CDEV est composé du président et de six autres administrateurs. Les statuts constitutifs prévoient un maximum de onze administrateurs. L'annexe A présente l'organigramme de la corporation et la liste actuelle des membres du conseil d'administration et des dirigeants de la CDEV. Tous les membres du conseil d'administration sont indépendants de la direction de la CDEV. Le conseil d'administration s'acquitte de ses responsabilités envers les états financiers par le biais de son comité de vérification. Le comité de mise en candidature et de gouvernance examine les pratiques de la CDEV en matière de gouvernance dans le but d'y apporter continuellement des améliorations et de répondre à de nouveaux besoins. Le comité prête en outre son concours lorsqu'il s'agit d'établir la composition et la structure du conseil d'administration et de recommander au gouverneur en conseil des candidats aux postes de membre et de président du conseil d'administration. La CDEV continuera de suivre attentivement l'évolution des directives en matière de gouvernance et des pratiques exemplaires du secteur public, et elle changera au besoin ses propres pratiques de gouvernance. La présence des administrateurs de la CDEV aux réunions du conseil et des comités est exceptionnelle et chaque administrateur consacre un temps raisonnable à la bonne gouvernance de la société en dehors des réunions du conseil.

Les bonnes communications avec le gouvernement et le public s'effectuent par le biais du plan d'entreprise et le sommaire du plan d'entreprise approuvés par le conseil d'administration, le rapport annuel, les rapports trimestriels intérimaires, le site web corporatif et l'assemblée publique annuelle. De plus des réunions ponctuelles avec le ministre des Finances et des fonctionnaires du gouvernement du Canada ont lieu de temps à autre au besoin.

3.0 PROFIL DE LA SOCIÉTÉ

La CDEV a été constituée en société en 1982. La société a pour rôle de s'assurer que les intérêts du gouvernement sont gérés dans une perspective commerciale et qu'il en soit plus efficacement rendu compte. Au fil des ans, la CDEV a reçu du ministre des Finances ("le ministre") la responsabilité de détenir, de gérer ou de se dessaisir de plusieurs actifs. Depuis 1984, la société s'est dessaisie avec succès d'actifs qui ont rapporté au gouvernement plus de 4,4 milliards de dollars.

En 2009, en application des directives du gouverneur en conseil, la CDEV a créé une nouvelle filiale, la Corporation d'investissement GEN du Canada (« GEN »), pour que celle-ci détienne et gère les placements en actions dans GM pour le compte du gouvernement du Canada.

La CDEV embauche des contractuels et des conseillers externes afin d'accroître ses capacités sur des projets précis. La firme Rothschild Inc. continue d'être retenue à titre d'expert-conseil pour gérer les investissements faits dans GM. La CDEV a embauché la firme Macquarie Capital Markets comme conseiller financier pour le mandat de vente de RTI. En outre, des conseillers sont embauchés pour les projets liés au PEA.

4.0 RÉALISATIONS DE LA SOCIÉTÉ

4.1 Évaluation des résultats de l'exercice précédent

De la comparaison entre les réalisations de la CDEV en 2013 et les objectifs énoncés dans son plan d'entreprise pour la période allant de 2013 à 2017, il ressort ce qui suit.

Objectifs en 2013

- a) Gérer les investissements dans la SGCH;
- b) Gérer les investissements dans GM;
- c) Continuer de gérer les parties du programme d'examen de la gestion des biens de l'État qui lui sont assignées;
- d) Gérer d'autres enjeux qui pourraient survenir et demeurer prête à assurer la gestion et le dessaisissement de tout autre actif du gouvernement qui lui serait soumis dans une perspective commerciale; et
- e) Gérer les obligations de CEI.

Réalisations en 2013

- a) La CDEV, à titre d'actionnaire, a continué de gérer la participation directe de 8,5 % détenue dans le projet Hibernia et ses projets de développement connexes. La participation directe de la CDEV est gérée par l'entremise de la filiale SGCH. Au 30 septembre 2013, la SGCH avait versé à la CDEV un montant de 104 millions de dollars en dividendes; on estime des dividendes totaux de l'ordre de 142 millions de dollars pour l'année 2013. Les prévisions de dividendes pour l'année 2013 sont quelque peu inférieures au plan qui prévoyait des dividendes de 147 millions de dollars. Ceci résulte de l'effet net d'un flux de trésorerie d'exploitation plus élevé contrebalancé par des dépenses en immobilisation plus élevées et un niveau d'encaisse conservé plus élevé à la fin de l'exercice.
- b) La CDEV a continué de gérer le placement qu'elle détient dans les actions ordinaires et les actions privilégiées de GM. Ce placement est géré par l'entremise de la filiale GEN. Au cours du mois de septembre 2013, la société a vendu 30 millions des 140 millions d'actions qu'elle détenait en début d'année. La vente s'est effectuée par le biais d'une vente en bloc non enregistrée. Les produits de la vente ont été de 1,1 milliard de dollars. La valeur marchande

actuelle des 110 millions d'actions encore détenues a augmenté de 3,2 milliards de dollars au 31 décembre 2012 à approximativement 4,0 milliards de dollars au 30 septembre 2013. Le prix des actions ordinaires de GM est passé de 28,82 \$ US par action au 30 décembre 2012 à 35,97 \$ US au 30 septembre 2013. La CDEV retient toujours les services de conseillers juridiques et financiers pour gérer la stratégie de dessaisissement et pour être en mesure de saisir toute occasion de vente. En 2013, GEN s'attend à recevoir 36 millions de dollars US (37 millions de dollars canadiens) en dividendes sur les actions privilégiées de GM.

- c) La CDEV a poursuivi sa contribution dans le cadre du PEA. Le travail consiste à établir les énoncés des travaux, lancer les demandes d'offres de services, choisir et retenir les services des conseillers externes, collaborer avec les experts conseils et les gestionnaires de l'entité examinée, surveiller le travail des experts conseils et réviser le rapport final avec le ministère des Finances.
- d) En 2013, la CDEV a continué son rôle de mandataire pour la vente de RTI en travaillant en étroite collaboration avec les conseillers financiers Macquarie ainsi qu'avec des conseillers légaux, techniques et autres.

Au cours de 2013, la société a démarré un second mandat de dessaisissement à titre de mandataire du gouvernement pour la vente potentielle d'une partie de la réserve fédérale de charbon.

- e) Au cours de 2013, CEI a poursuivi son travail de révision des plans et budgets de Cameco pour le déclassement des terrains du site minier Beaverlodge. Les paiements à Cameco pour ce travail sont estimés à 2,1 millions de dollars pour l'année.

4.2 Analyse du milieu d'affaires externe

La gestion continue des actifs de la CDEV sera assujettie aux conditions du marché qui touchent la société ou l'investissement en cause.

La charge de travail de la CDEV est difficile à prévoir car elle dépend de façon importante des demandes du ministre des Finances relatives au programme d'examen de la gestion des biens de l'état ou de mandats de dessaisissement.

La CDEV agit à titre de mandataire pour le dessaisissement de jusqu'à deux actifs du gouvernement liés à l'industrie du charbon. Au cours de l'année 2013 le prix du charbon a été à la baisse. Ceci pourrait avoir une incidence sur la capacité de la société à vendre ces actifs.

Les prix mondiaux du pétrole brut, et plus particulièrement celui du pétrole brut de référence Brent, le taux de change entre le dollar canadien et le dollar américain, le rythme de production, le programme des investissements, les frais d'exploitation et la performance du réservoir sont tous des éléments qui agissent sur le rendement de la SGCH. Toutefois, compte tenu de la structure de coûts relativement peu élevée du

projet Hibernia, les fluctuations de prix et de taux de change n'influent pas sur la viabilité du projet.

Les fluctuations de cours des marchés boursiers et du taux de change US/CAN ont une incidence sur la valeur actions ordinaires de GM. La variation du taux de change US/CAN a une incidence sur la valeur des actions privilégiées de GM détenues par GEN. Les actions privilégiées ne peuvent être rachetées par GM avant décembre 2014.

Les obligations financières de la CEI envers Cameco pourraient être affectées à la lumière des modifications réglementaires apportées plus particulièrement par la Commission canadienne de sûreté nucléaire et le gouvernement de la Saskatchewan.

5.0 OBJECTIFS ET STRATÉGIES POUR LA PÉRIODE DE 2014 A 2018

La Corporation de développement des investissements du Canada

Les principaux objectifs de la CDEV découlent de son mandat qui est de gérer les intérêts commerciaux du gouvernement qui lui sont confiés dans une perspective commerciale. Les principaux enjeux de la CDEV pour 2014 et les années subséquentes sont les suivants :

- Gérer les intérêts dans le champ pétrolifère Hibernia par le biais de la filiale SGCH et s'assurer que cet actif soit disponible à la vente lorsque le gouvernement le jugera opportun;
- Gérer, par le biais de GEN, les intérêts dans GM et s'assurer que ces avoirs soient disponibles à la vente;
- Gérer le processus de dessaisissement de RTI et potentiellement de la RFC. Ces efforts se poursuivront en 2014 et 2015. Afin d'entreprendre ces projets, la CDEV a embauché des conseillers qui possèdent une expertise dans ce domaine;
- Poursuivre l'implication dans le programme d'examen des biens de l'état selon les demandes du ministère des Finances;
- Gérer les activités de façon à maintenir la disponibilité et l'habileté de la CDEV à assumer toutes ses tâches de façon efficace. Ceci inclut l'embauche d'experts conseils contractuels et de conseillers externes pour entreprendre des projets spécialisés et de courte durée; et
- Demeurer disponible et prêts pour entreprendre toute tâche future requise par le gouvernement compte tenu des aptitudes et de l'expertise de la corporation.

Le paragraphe 6.3 décrit les principales hypothèses financières sous-jacentes aux états financiers pro forma et aux tableaux inclus au plan d'entreprise sommaire.

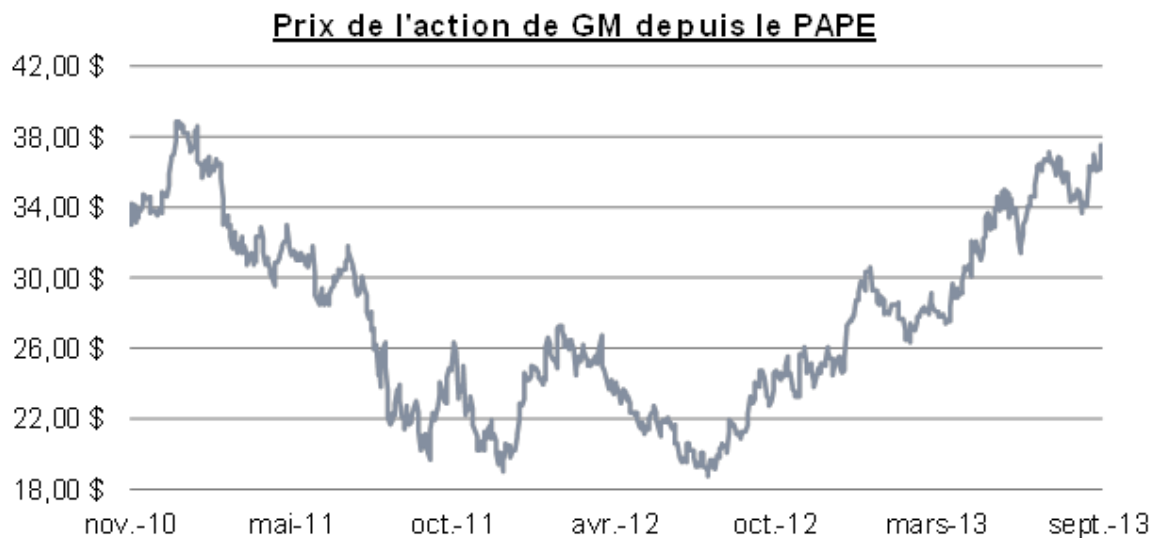
5.1 Société de gestion Canada Hibernia

L'annexe B présente les renseignements détaillés relatifs aux objectifs et aux stratégies de la SGCH. La CDEV assiste la SGCH au besoin relativement à toutes les activités qui pourraient être requises pour que l'investissement dans le projet Hibernia soit disponible au dessaisissement lorsqu'une décision à cet effet sera prise par le gouvernement. À un haut niveau, il est à noter qu'on s'attend à ce que le volume de ventes de 3,35 millions de barils de pétrole prévu pour l'exercice 2014 soit inférieur à celui de 2012 (4,16 millions de barils) et aux prévisions de 2013 (4,49 millions de barils), ce en raison d'une diminution de production de la plateforme et au fait que l'exercice 2012 a été une année de production extraordinairement élevée.

5.2 Corporation d'investissement GEN du Canada

GEN détient environ 8 % des actions ordinaires de GM et des actions privilégiées de catégorie A à dividende cumulatif, d'une valeur de 427 millions de dollars US. Les cadres et le conseil d'administration de GEN surveillent la gestion de cet investissement. La CDEV embauche des experts conseils externes afin de l'aider dans l'analyse de cet investissement, d'évaluer les conditions de marché et de l'aider avec tout autre enjeu relatif à la monétisation de cet investissement.

La société GEN prendra les mesures nécessaires pour céder sa participation dans GM de façon à obtenir le rendement maximal à long terme de l'investissement et selon les énoncés de politique du gouvernement. Le gouvernement a mis en place des arrêtés en conseil pour donner effet à la vente de ces investissements.



GEN reçoit 9 millions de dollars américains en dividendes privilégiés à chaque trimestre. La CDEV s'attend à ce que les actions privilégiées de GM soient rachetées par GM en décembre 2014 selon son droit de priorité en cas de liquidation au prix de 25 dollars par action pour un prix de rachat total de 400 millions de dollars américains.

Selon des directives reçues du ministre des Finances, la CDEV verse au gouvernement de l'Ontario un tiers des distributions reliées à ces actions, net des frais d'exploitation de GEN.

Le cours des actions ordinaires de GM sur les marchés boursiers s'est bien comporté en 2013 passant d'un bas d'environ 26 dollars US l'action à un haut d'environ 37 dollars US l'action. GEN et ses conseillers financiers continuent de suivre de près le cours et l'activité de marché du titre ainsi que la performance opérationnelle et les perspectives d'avenir de GM afin d'identifier des occasions propices de vente.

Compte tenu de l'incertitude reliée au moment précis d'une vente des actions de GM GEN n'a prévu aucune vente des actions ordinaires de GM dans ses prévisions budgétaires pro forma pour la période du plan d'entreprise.

5.3 Canada Eldor Inc.

CEI a des obligations relativement à la remise en état d'une mine d'uranium désaffectée d'Eldorado Nuclear dans le nord de la Saskatchewan et au paiement des coûts relatifs au régime d'avantages sociaux des anciens employés. La CEI est aussi partie défenderesse à un recours collectif datant de plusieurs années dans le canton de Deloro en Ontario.

5.3.1 CEI - Remise en état des lieux (Beaverlodge Lake, Saskatchewan)

Beaverlodge est un ancien site d'extraction d'uranium où a cessé toute production avant que les éléments d'actif d'Eldorado ne soient vendus à Cameco. Aux termes du contrat d'achat et de vente, CEI doit assumer tous les coûts associés au déclassement de ce site qui a été cédé à Cameco au moment de la vente. Cameco est chargée de la surveillance et de la gestion de ce site, et CEI rembourse à Cameco les coûts réellement engagés à cette fin, plus des frais de gestion de 15 %. CEI a constitué une provision à cet égard fondée sur les estimations fournies par Cameco. CEI évalue les efforts potentiels du personnel de Cameco dans la gestion de ce processus. CEI a embauché des conseillers indépendants pour l'aider à évaluer la performance de Cameco.

En 2013, Cameco, qui est responsable des travaux de remise en état du site pour le compte de CEI et qui détient la licence d'exploitation du site Beaverlodge, a fait des représentations auprès de la Commission canadienne de sûreté nucléaire (« CCSN »). Lors de cette présentation, Cameco a proposé certaines options de redressement. Le but de ces options de redressement est de préparer les terrains pour les transférer à la Province de Saskatchewan selon les modalités du programme de contrôle institutionnel de cette province. La licence pour les terrains de la mine Beaverlodge a été renouvelée par la CCSN pour une durée de dix ans se terminant en mai 2023.

La Province de la Saskatchewan a établi, par le biais de son programme de contrôle Institutionnel, des modalités selon lesquelles elle assume la gestion des sites contre paiement dès qu'il est reconnu que les sites respectent certaines normes et sont stables. Il est prévu qu'à terme le site Beaverlodge en entier sera transféré à la province. Plusieurs sites avoisinants ont déjà été cédés en 2009 selon le programme de contrôle institutionnel.

Cameco remet à jour chaque année son plan de travail et l'estimation des coûts pour la durée restante de ce projet. Au 30 septembre 2013, ces coûts sont estimés à 18,0 millions de dollars, et la fin des travaux est prévue pour 2022.

5.3.2 CEI - Retraités d'Eldorado – Prestations de retraite

Aux termes du contrat d'achat et de vente, CEI est responsable de la gestion du régime d'avantages sociaux de tous les employés d'Eldorado et d'Eldor qui ont pris leur retraite avant octobre 1988. Ces avantages sociaux comprennent les prestations d'assurance-vie, les prestations d'assurance maladie et les prestations d'assurance dentaire. Au 30 septembre 2013, 218 anciens employés bénéficiaient de ce régime, qui est géré par Cameco. Les obligations relatives aux prestations de retraite s'élèvent à 2,3 millions de dollars au 30 septembre 2013. Une évaluation actuarielle a été effectuée au 31 décembre 2011.

5.3.3 CEI – Contingence : Litige relatif à Deloro

En 2000, CEI a été désignée partie à un recours collectif intenté par suite de la contamination de la région de Deloro, en Ontario. Rien ne s'est passé dans ce dossier depuis plusieurs années, et son issue ne peut être déterminée pour le moment.

5.4 Le programme d'examen de la gestion des biens de l'État et les mandats de dessaisissement

La CDEV continue d'entreprendre les éléments du programme d'examen de la gestion des biens de l'État qui lui sont confiés par le ministère des Finances. La CDEV a en place les effectifs pour ce faire et retient aussi les services d'experts spécialisés afin d'augmenter ses moyens.

Pour tout mandat existant ou à venir visant le rôle de la CDEV d'agir comme mandataire pour le dessaisissement d'un actif du gouvernement, celle-ci identifie et retient les services d'experts conseils financiers ou autres afin de procéder à une évaluation de l'actif, conseille le gouvernement sur le potentiel et les conditions inhérentes à une vente, gère le cas échéant les modalités d'une vente et aide à la conclusion d'une éventuelle transaction. La CDEV estime que les coûts encourus relatifs à l'embauche de ces experts conseils seront remboursés. Bien que le calendrier pour tout dessaisissement ne soit pas connu, la CDEV en a cependant tenu compte uniquement à des fins de prévisions aux états financiers.

5.5 Risques et atténuation du risque

La CDEV et ses filiales sont exposées à certains risques. Les risques de la SGCH sont décrits en détail dans son Plan d'entreprise sommaire (voir l'annexe B).

GEN n'a pas de passif connu pour le moment; cependant les actionnaires qui se départissent de leurs actions pourraient devoir assumer une certaine responsabilité à l'égard des acheteurs dans certaines circonstances.

Les 110 millions d'actions ordinaires de GM que détient GEN sont exposées au risque des cours des marchés boursiers, au risque de taux de change et à d'autres risques reliés à la production et à la distribution mondiale d'automobiles. Chaque variation de cours d'un dollar américain par action entraîne un écart dans la valeur de l'investissement de 110 millions de dollars canadiens. De la même façon, une variation de 0,01 CAN dans le taux de change entre le dollar canadien et le dollar américain entraîne un écart de la valeur des avoirs dans GM de l'ordre de 41 millions de dollars au taux de change de septembre 2013. Le cours des actions ordinaires de GM ayant beaucoup fluctué au cours des neuf premiers mois de 2013, avec un sommet à 37 dollars US et un plancher à 26 dollars US, il existe un risque important d'écart de valeur.

Les variations de la valeur des actions apparaissent dans les Autres éléments du résultat étendu, présenté en détail dans l'État du résultat étendu. La stratégie et l'analyse de dessaisissement de la CDEV tient compte des risques associés au marché et au taux de change. Cependant, les variations dans le taux de change entre le dollar canadien et le dollar américain n'ont pas une incidence sur le flux de trésorerie de GEN car une portion importante des dépenses de cette dernière sont exprimées en dollars américains. Le fait que GEN paie des dividendes en dollars américains réduit le risque dû à la variation du taux de change.

L'industrie manufacturière mondiale de l'automobile continue à subir des perturbations importantes causées par une forte concurrence, une surcapacité de production dans certains marchés, des besoins d'investissements importants pour la conception et la fabrication de modèles qui rencontrent les attentes des consommateurs et la conjoncture économique mondiale plus particulièrement aux États-Unis et en Europe. Le marché de la vente des véhicules légers aux États-Unis s'est beaucoup amélioré en 2013 tel qu'en témoigne le taux de ventes annualisé des véhicules légers qui est passé de 15,2 millions de véhicules en début d'année à plus de 16 millions au mois d'août 2013.

CEI est exposée à des obligations considérables, tel qu'il a été mentionné précédemment, en raison des clauses qui la lient à Cameco dans le contrat de vente et d'achat de 1988. Les obligations reliées au site minier Beaverlodge sont présentement estimées à 18 millions de dollars. CEI possède des liquidités et des placements à court terme d'environ 4 millions de dollars et un fonds de 23 millions de dollars déposé au Trésor du Canada pour couvrir ses obligations. On ne sait pas si ces fonds sont des réserves suffisantes au vu des obligations qui pourraient découler de l'entente de 1988 dont celles qui ont trait à la remise en état des lieux et aux prestations de retraite des anciens employés et des autres poursuites auxquelles CEI est partie.

La CDEV n'a pas de passif majeur connu pour le moment. Elle a cependant entrepris des travaux importants pour le ministre dans le cadre des mandats de dessaisissement d'actifs et d'autres mandats. Comme il est difficile de prévoir le niveau de travail et la nature exacte des activités qui seront menées, la CDEV maintient un fonds de roulement de 20 millions de dollars pour couvrir les coûts

éventuels, compte tenu que celle-ci ne peut recevoir directement des crédits du gouvernement.

Le programme d'examen des biens de l'état est financé par le flux de trésorerie de la CDEV. Compte tenu des dividendes reçus de la SGHC, les coûts associés à ce programme n'augmentent aucunement le risque pour la CDEV. Cependant les mandats de dessaisissement peuvent être plus coûteux. Bien que la CDEV s'attende à être remboursée pour ces coûts à même les produits des ventes, ceci n'est pas assuré.

6.0 SECTION FINANCIÈRE

6.1 Aperçu financier pour 2013

La CDEV prévoit un bénéfice consolidé de 897 millions de dollars pour 2013 ce qui comprend un bénéfice de 725 millions de dollars de GEN et de 181 millions de dollars de la SGCH moins les frais d'exploitation de la CDEV qui apparaissent au tableau 4. Elle prévoit verser 1,303 milliard de dollars en dividendes pour 2013 dont 1,1 milliard de dollars provient des produits de la vente des actions ordinaires de GM et le solde des dividendes sur les actions privilégiées de GM, des dividendes de la SGCH moins le flux de trésorerie conservé requis pour les opérations de la CDEV.

GEN verse des dividendes à CDEV après avoir respecté ses obligations et la CDEV verse par la suite un dividende au gouvernement du Canada dont le tiers est par la suite transféré directement au gouvernement de l'Ontario tel que prévu.

Les frais d'exploitation de la CDEV pour 2013 sont estimés à 8,8 millions de dollars : ils incluent les frais de dessaisissement, les frais reliés au programme d'examen des biens de l'état et les frais reliés à ses activités de mandataire.

CEI prévoit des frais d'exploitation de 300 000 dollars en 2013 tel que prévu au plan.

GEN prévoit des frais d'exploitation d'un million de dollars pour 2013 tel que prévu au plan.

Ce plan d'entreprise comprend les projections financières quinquennales pro-forma (pour les exercices financiers clos le 31 décembre) qui suivent :

Tableau 1 - Bilan pro-forma de la situation financière

Tableau 2 - État pro forma des flux de trésorerie

Tableau 3 - État pro forma des variations des capitaux propres

Tableau 4 - État pro forma du résultat global

Les principales hypothèses contenues au soutien des tableaux sont décrites à la section 6.3.

6.2 Rapports financiers trimestriels

La CDEV émet et publie des états financiers trimestriels qui sont affichés en français et en anglais sur le site web de la CDEV (www.cdev.gc.ca) dans les soixante jours suivant la fin de chaque trimestre.

6.3 Principales hypothèses des prévisions financières

Le présent plan d'entreprise repose sur les hypothèses suivantes.

La Corporation de développement des investissements du Canada (non consolidés)

1) Frais d'exploitation – Les prévisions financières supposent que la direction et le conseil d'administration continueront de gérer les frais de près. Les frais d'administration (salaires, bénéfices marginaux et autres) devraient atteindre approximativement 2,1 millions de dollars annuellement durant toute la période de planification soit un montant semblable aux prévisions de 2013. Les coûts associés aux mandats de dessaisissement d'actifs et au programme d'examen des actifs de l'Etat devraient diminuer au cours de la période du plan. Certains frais liés au rôle de mandataire devraient être recouverts au cours de la période du plan.

2) Dividendes versés au gouvernement

2014	582 millions de dollars
2015	87
2016	111
2017	102
2018	84

Les prévisions des dividendes en 2015 sont inférieures aux dividendes de 2014 en raison d'une production et de ventes moindres par la SGCH et d'un dividende sur le produit du rachat par GM de ses actions privilégiées prévu pour 2014. On prévoit des revenus de dividendes de GEN d'un montant de 36 millions de dollars US (37 millions de dollars CAN) en 2014. Les dividendes prévus en 2018 sont inférieurs en raison de prévisions de production et de ventes de pétrole moins élevées.

3) Taux de change – Pour la période visée par le plan, soit de 2014 à 2018, le taux de change utilisé pour la CDEV et toutes ses filiales est le suivant : 1 dollar canadien = 1,03 US.

La Société de gestion Canada Hibernia

- 4) Frais et bénéfices d'exploitation – Les frais et les bénéfices d'exploitation sont présentés en détail à l'annexe B.
- 5) Dividendes versés – La SGCH versera ses dividendes à sa société mère, comme susmentionné.

Canada Eldor Inc.

- 6) Frais d'exploitation – Les frais d'exploitation de CEI devraient s'établir à 300 000 dollars par année, de 2014 à 2018.
- 7) Remise en état des lieux (Beaverlodge) – CEI a constitué une provision d'environ 18 millions de dollars pour le déclassement du site de Beaverlodge, qui est prévu en 2022 mais qui pourrait être retardé suite à des plans à être discutés avec Cameco.
- 8) Prestations des retraités – Les dépenses annuelles prévues aux obligations de payer les avantages sociaux et les frais d'administration sont évaluées à 300 000 dollars.
- 9) Litige – Aucune somme n'a été déboursée à l'égard des poursuites dont CEI fait l'objet mis à part le paiement des honoraires des conseillers juridiques.
- 10) Trésor – Le taux d'intérêt s'appliquant aux fonds de CEI versés dans le compte spécial du Trésor représente 90 % de celui des bons du Trésor à 90 jours du gouvernement du Canada.

Corporation d'investissement GEN du Canada

- 11) Actions ordinaires de GM – Il faut présumer que le cours de l'action en bourse à la fin de septembre 2013, qui se situait à 36 dollars US l'action, restera stable pendant toute la période visée par le plan comme il n'existe aucune méthode fiable permettant de prévoir les cours futurs des actions. Au titre des prévisions financières au plan d'entreprise, GEN n'émet pas de prévisions quant au moment où les actions seront vendues car ce moment sera déterminé par la conjoncture du marché.
- 12) Frais d'exploitation – Les frais d'exploitation de GEN, constitués principalement des frais des conseillers juridiques et des conseillers financiers, devraient s'établir à 1,0 million de dollars annuellement pendant toute la période visée par le plan, mais pourraient fluctuer si des actions ordinaires additionnelles de GM sont vendues.

- 13) Revenus de dividendes et réserve de fonds – GEN s'attend à recevoir des dividendes annuels de 36 millions de dollars US (37 millions de dollars canadiens). GEN gardera en réserve des fonds suffisants à la fin de 2014 pour financer ses opérations en 2015 et pour les années subséquentes.
- 14) Actions privilégiées de GM – Les actions privilégiées devraient être rachetées par GM à la fin de 2014 à une valeur nominale de 25 dollars US l'action, ou 403 millions de dollars US.

6.4 Budget des investissements

Ni la CDEV ni ses filiales en propriété exclusive, à savoir la SGCH, CEI et GEN, n'auront besoin de capitaux d'investissement pour l'exercice financier 2014. Toute dépense d'immobilisation requise par la SGCH est financée à même son propre flux de trésorerie. La CDEV, GEN et CEI ne sont pas impliqués dans des secteurs d'activité à forte intensité de capital.

Tableau 1 - Bilan pro forma de la situation financière
en millions de dollars (31 déc.)

	2012	2013	2013	2014	2015	2016	2017	2018
	Chiffres réels	Plan	Prévisions	Plan	Plan	Plan	Plan	Plan
Actifs								
Actifs courants								
Trésorerie et équivalents de trésorerie	97,33	85,22	106,50	86,62	85,06	84,74	83,05	82,84
Créances	62,08	3,39	55,80	21,38	21,38	21,38	21,38	21,38
Autres	7,09	7,12	7,49	7,95	6,00	6,00	6,10	5,67
	166,50	95,73	169,79	115,95	112,44	112,12	110,53	109,89
Actifs non courants								
Sommes déposées dans un compte du Trésor du Canada	23,36	20,45	23,16	18,93	18,07	16,23	14,28	12,84
Fonds - abandon et risque	95,71	96,51	96,58	97,40	98,23	99,06	99,90	100,75
Immobilisations corporelles	163,07	170,31	155,94	193,04	227,30	239,65	252,60	279,30
Sommes détenues en mains	5,97	5,97	5,97	11,92	11,92	11,92	11,92	11,92
Placements	4 435,65	3 770,03	4 516,94	4 081,94	4 081,94	4 081,94	4 081,94	4 081,94
Actifs d'impôt différé	4,38	0,91	8,44	4,14	0,60	-	-	-
	4 728,14	4 064,18	4 807,03	4 407,37	4 438,06	4 448,80	4 460,64	4 486,75
	4 894,64	4 159,91	4 976,82	4 523,32	4 550,50	4 560,92	4 571,17	4 596,64
Passifs et capitaux propres								
Passifs courants								
	54,82	24,52	38,07	27,97	26,02	26,02	26,12	25,69
Passifs non courants								
	115,11	94,41	95,38	92,59	90,58	93,39	96,20	102,19
Capitaux propres								
Capital social	-	-	-	-	-	-	-	-
Surplus d'apport	3 216,29	3 216,29	2 757,14	2 342,14	2 342,14	2 342,14	2 342,14	2 342,14
Déficit accumulé	(364,24)	(393,35)	(310,87)	(336,48)	(305,34)	(297,73)	(290,39)	(270,48)
Cumul des autres éléments du résultat global	1 872,66	1 218,04	2 397,10	2 397,10	2 397,10	2 397,10	2 397,10	2 397,10
	4 724,71	4 040,98	4 843,37	4 402,76	4 433,90	4 441,51	4 448,85	4 468,76
	4 894,64	4 159,91	4 976,82	4 523,32	4 550,50	4 560,92	4 571,17	4 596,64

Note - se reporter à l'annexe B pour les états financiers détaillés de la SGCH

Tableau 2 - État pro forma des flux de trésorerie
en millions de dollars (31 déc.)

	2012	2013	2013	2014	2015	2016	2017	2018
	Chiffres réel	Plan	Prévisions	Plan	Plan	Plan	Plan	Plan
Flux de trésorerie liés aux activités suivantes :								
Activités opérationnelles								
Bénéfice net (perte)	184,56	158,95	897,01	141,69	118,14	118,61	109,34	103,91
Éléments sans effet sur la trésorerie								
Déductions hors trésorerie - SGCH	15,91	38,52	41,07	40,37	35,40	37,60	36,79	36,66
Déductions hors trésorerie - autre	(1,19)	-	4,10	-	-	-	-	-
Variation de la juste valeur des actifs	7,00	6,00	(16,00)	20,00	-	-	-	-
Intérêts sur un compte du Trésor du Canada - CEI								
	(0,22)	(0,22)	(0,22)	(0,23)	(0,19)	(0,17)	(0,15)	(0,14)
Profit réalisé sur la vente de placements	-	-	(679,60)	-	-	-	-	-
Variation des autres provisions								
détenues à des fins de transaction	(7,59)	(2,19)	(2,10)	(2,86)	(3,34)	(1,41)	(1,43)	(1,55)
Règlement d'une obligation liée à l'abandon	(2,16)	(1,56)	(1,18)	(2,04)	(3,32)	(2,00)	(2,00)	(2,00)
	196,31	199,50	243,08	196,93	146,69	152,63	142,55	136,88
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement								
	(7,30)	20,92	(10,91)	23,86	-	-	-	-
	189,01	220,42	232,17	220,79	146,69	152,63	142,55	136,88
Activités de financement								
Dividendes versés	(145,86)	(177,30)	(843,64)	(167,30)	(87,00)	(111,00)	(102,00)	(84,00)
Surplus d'apport remboursé	-	-	(459,15)	(415,00)	-	-	-	-
Paiements au titre des obligations liées à des contrats de location								
	(1,49)	(1,86)	(1,55)	-	-	-	-	-
	(147,35)	(179,16)	(1 304,34)	(582,30)	(87,00)	(111,00)	(102,00)	(84,00)
Activités d'investissement								
Produit tiré de la vente de placements	-	-	1 134,24	415,00	-	-	-	-
Achat d'immobilisations corporelles	(33,51)	(44,52)	(52,03)	(70,60)	(63,42)	(43,12)	(43,40)	(54,24)
Retrait du compte du Trésor du Canada	14,00	4,00	-	4,00	3,00	2,00	2,00	2,00
Trésorerie et équivalents de trésorerie détenus en mains tierces								
	(0,41)	-	-	(5,95)	-	-	-	-
Fonds - abandon et risque	2,58	(0,81)	(0,87)	(0,82)	(0,83)	(0,83)	(0,84)	(0,85)
	(17,34)	(41,33)	1 081,34	341,63	(61,25)	(41,95)	(42,24)	(53,09)
Augmentation (diminution) de la trésorerie	24,33	(0,07)	9,17	(19,88)	(1,56)	(0,32)	(1,69)	(0,21)
Trésorerie à l'ouverture de l'exercice	73,00	85,29	97,33	106,50	86,62	85,06	84,74	83,05
Trésorerie à la clôture de l'exercice	97,33	85,22	106,50	86,62	85,06	84,74	83,05	82,84

Tableau 3 - État pro forma des variations des capitaux propres
en millions de dollars (31 déc.)

	2012 <u>Chiffres réel</u>	2013 <u>Plan</u>	2013 <u>Prévisions</u>	2014 <u>Plan</u>	2015 <u>Plan</u>	2016 <u>Plan</u>	2017 <u>Plan</u>	2018 <u>Plan</u>
Capital-actions	-	-	-	-	-	-	-	-
Surplus d'apport à l'ouverture	3 216,29	3 216,29	3 216,29	2 757,14	2 342,14	2 342,14	2 342,14	2 342,14
Dividendes	-	-	(459,15)	(415,00)	-	-	-	-
Surplus d'apport à la clôture de	3 216,29	3 216,29	2 757,14	2 342,14	2 342,14	2 342,14	2 342,14	2 342,14
Déficit accumulé à l'ouverture	(402,74)	(375,00)	(364,24)	(310,87)	(336,48)	(305,34)	(297,73)	(290,39)
Bénéfice net	184,56	158,95	897,01	141,69	118,14	118,61	109,34	103,91
Gains actuariels	(0,20)	-	-	-	-	-	-	-
Dividendes	(145,86)	(177,30)	(843,64)	(167,30)	(87,00)	(111,00)	(102,00)	(84,00)
Déficit accumulé à la clôture de l'exercice	(364,24)	(393,35)	(310,87)	(336,48)	(305,34)	(297,73)	(290,39)	(270,48)
Cumuls des autres éléments du résultat global à l'ouverture	745,22	1 285,41	1 872,66	2 397,10	2 397,10	2 397,10	2 397,10	2 397,10
Gains actuariels - GM	-	-	(679,60)	-	-	-	-	-
AERG - GM	1 127,44	(67,37)	1 204,04	-	-	-	-	-
Cumuls des autres éléments du résultat global à la clôture	1 872,66	1 218,04	2 397,10	2 397,10	2 397,10	2 397,10	2 397,10	2 397,10
Capitaux propres à la clôture	4 724,71	4 040,98	4 843,37	4 402,76	4 433,90	4 441,51	4 448,85	4 468,76

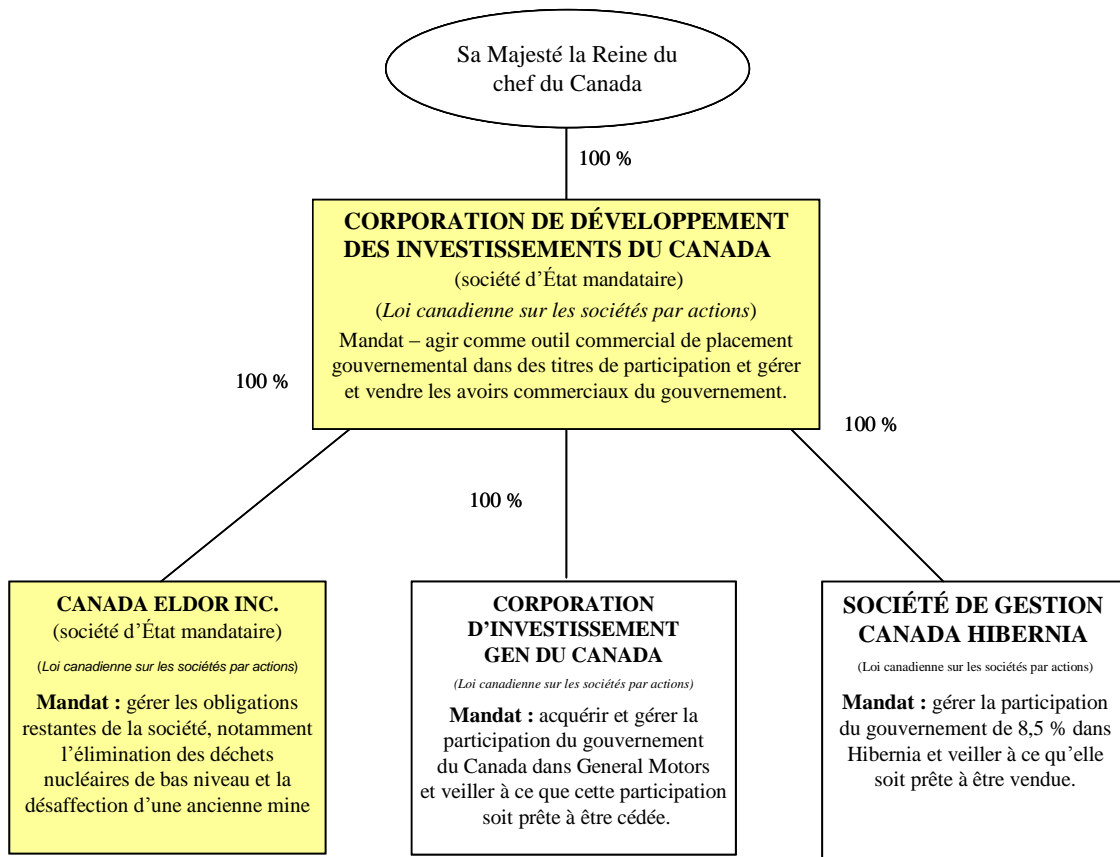
Tableau 4 - État pro forma du résultat global
en millions de dollars (31 déc.)

	2012	2013	2013	2014	2015	2016	2017	2018
	Chiffres réels	Plan	Prévisions	Plan	Plan	Plan	Plan	Plan
CDEV (non consolidé)								
Bénéfice opérationnel	0,35	0,32	0,35	0,34	0,34	0,34	0,34	0,34
Charge opérationnelle	8,01	6,40	8,76	0,35	1,46	3,43	3,46	3,49
Perte nette	(7,66)	(6,08)	(8,41)	(0,01)	(1,12)	(3,09)	(3,11)	(3,14)
CEI								
Bénéfice opérationnel	0,32	0,28	0,27	0,27	0,22	0,20	0,17	0,16
Charge opérationnelle	0,25	0,35	0,33	0,31	0,31	0,31	0,31	0,31
Perte opérationnelle	0,07	(0,06)	(0,06)	(0,04)	(0,09)	(0,11)	(0,14)	(0,15)
Coût des prestations de retraite	(0,09)	(0,09)	(0,08)	(0,08)	(0,08)	(0,08)	(0,08)	(0,08)
Coûts liés à la remise en état des lieux	(8,37)	(0,32)	(0,24)	(0,22)	(0,20)	(0,18)	(0,16)	(0,14)
Perte nette	(8,39)	(0,47)	(0,38)	(0,34)	(0,37)	(0,37)	(0,38)	(0,37)
GEN								
Bénéfice opérationnel	35,99	36,23	37,12	37,31	-	-	-	-
Charge opérationnelle	1,11	0,92	1,03	0,94	0,74	0,74	0,74	0,74
Bénéfice net opérationnel (perte opérationnelle)	34,88	35,31	36,09	36,37	(0,74)	(0,74)	(0,74)	(0,74)
Profit réalisé sur la vente de placements	-	-	679,60	-	-	-	-	-
Perte de change	0,05	-	(7,18)	-	-	-	-	-
Variation de la juste valeur des actifs	(7,00)	(6,00)	16,00	(20,00)	-	-	-	-
Bénéfice net	27,93	29,31	724,51	16,37	(0,74)	(0,74)	(0,74)	(0,74)
CHHC								
Total des produits	299,76	263,61	327,44	240,65	227,54	232,31	218,99	208,33
Total des charges	59,82	67,64	74,77	65,56	59,83	60,20	60,64	57,69
Impôt sur le résultat	67,26	59,78	71,38	49,42	47,34	49,30	44,78	42,48
Bénéfice net (1)	172,68	136,19	181,29	125,67	120,37	122,81	113,57	108,16
Bénéfice net	184,56	158,95	897,01	141,69	118,14	118,61	109,34	103,91
Autres éléments du résultat global								
Gains actuariels	(0,20)	-	-	-	-	-	-	-
Profit réalisé sur la vente de placements	-	-	(679,60)	-	-	-	-	-
Variation latente de la juste valeur - GM	1 127,44	(67,37)	1 204,04	-	-	-	-	-
	1 127,24	(67,37)	524,44	-	-	-	-	-
Résultat global	1 311,80	91,58	1 421,45	141,69	118,14	118,61	109,34	103,91

(1) voir Annexe B

Annexe A

CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA



Remarque : PPP Canada Inc. a été déclarée société d'État mère et la CDEV, bien qu'elle soit l'unique actionnaire de PPP Canada Inc., n'est plus responsable de sa gestion.

Annexe A (suite)

Conseil d'administration

N. William C. Ross, LL.M. (2) (3)
Président
Corporation de développement des investissements du Canada
Président émérite et associé
WeirFoulds LLP
Toronto (Ontario)

Mary Ritchie, FCPA, FCA (1)
Chef de la direction
Richford Holdings Ltd.
Edmonton (Alberta)

John James Hillyard, MBA (2) (3)
Administrateur
St. John's (Terre-Neuve-et-Labrador)

Benita M. Warmbold, FCPA, FCA (1) (2)
Vice-présidente principale et chef des finances
Office d'investissement du régime de pensions du Canada
Toronto (Ontario)

Ted Howell, CA, MBA (1) (3)
Administrateur,
St. John's (Terre-Neuve et Labrador)

Nicholas Wemys, PGeo (2) (3)
Administrateur
Victoria (Colombie-Britannique)

Mary Beth Montcalm, PhD (2)
Administrateur
Toronto (Ontario)

Comités du conseil

- (1) Comité de vérification
- (2) Comité de mise en candidature et de gouvernance
- (3) Comité de ressources humaines et rémunération

Dirigeants

Michael Carter
Vice-président exécutif

Andrew StafI, CPA, CA
Vice-président, Finances

Zoltan Ambrus
Vice-président

Patrice Walch-Watson
Secrétaire corporatif

SGCH

SOCIÉTÉ DE GESTION CANADA HIBERNIA

Une filiale en propriété exclusive de la

**Corporation de développement des investissements
du Canada**

**PLAN D'ENTREPRISE SOMMAIRE POUR LA
PÉRIODE DE 2014- 2018**

décembre 2013

Table des matières

1.0	Le projet Hibernia – Résumé.....	3
2.0	Revue des activités de l'exercice 2013.....	5
3.0	Les objectifs de l'exercice 2014.....	7
4.0	Commercialisation et transport.....	7
5.0	Risques.....	8
6.0	Informations financières le plan d'entreprise 2014.....	8
7.0	Structure organisationnelle.....	10
8.0	Les états financiers pro-forma.....	10

1.0 Le projet Hibernia - Résumé

La Société de gestion Canada Hibernia (« SGCH »), est une filiale en propriété exclusive de la Corporation de développement des investissements du Canada (« CDEV »), une société d'état fédérale. La SGCH a été constituée en mars 1993 aux fins de détenir, de gérer, d'administrer et d'exploiter la participation directe de 8,5 % du gouvernement du Canada. dans le projet Hibernia, situé à 315 kilomètres à l'est de St. John's, Terre-Neuve et Labrador. Le gouvernement du Canada s'est impliqué dans ce projet suite au retrait de Gulf Canada, un des quatre participants d'origine au projet Hibernia. La SGCH s'implique uniquement dans les affaires relatives au projet Hibernia.

Hibernia a été une entreprise très fructueuse. L'excédent des liquidités sur les exigences opérationnelles a servi dans un premier temps à rembourser les crédits parlementaires de 431 millions de dollars et par la suite à verser des dividendes à son actionnaire. La SGCH prévoit qu'elle aura versé des dividendes cumulatifs de 1,8 milliard de dollars à la fin de 2013.

Le montant de dividendes prévus pour 2013 est de 142 millions de dollars soit à peu près le même montant que celui prévu au budget de 2013, soit 147 millions de dollars. Ceci résulte d'un prix du pétrole brut plus avantageux que prévu, d'un taux de production quotidien plus élevé et d'un ajustement positif unique négocié dans la gestion des en-cours de production; par contre les dépenses en immobilisation, le calendrier de recouvrement des recettes et une encaisse supplémentaire en fin d'année afin de pourvoir aux activités du premier trimestre de 2014 ont fait en sorte que les dépenses ont été plus élevées que prévu.

Les prévisions du plan d'entreprise de 2014 prévoient que la SGCH versera 133 millions de dollars en dividendes à la CDEV.

L'objectif premier de la SGCH est de gérer la quote-part de 8,5% de l'actionnaire dans le projet Hibernia et dans les autres projets connexes dans le but de protéger les intérêts de l'actionnaire et d'en maximiser leur valeur. La SGCH s'acquitte de sa tâche en participant activement à tous les comités qui veillent à la direction stratégique du projet, en contribuant aux activités opérationnelles y inclus la sécurité et la protection environnementale, en gérant de façon conservatrice le flux de revenus, en s'assurant de l'adhésion à tous les règlements gouvernementaux et aux obligations contractuelles et en étant impliquée d'une façon diligente dans le transport et la mise en marché de sa quote part de la production pétrolifère. L'approche de la SGCH en matière de prise de décision reflète une attitude commercialement prudente. Un second objectif de la SGCH est de maintenir l'actif du gouvernement prêt pour dessaisissement si le gouvernement du Canada décidait de vendre cet actif.

La SGCH est une société qui possède un seul actif; c'est cet actif qui génère son flux de trésorerie à partir des activités de production et des actifs d'Hibernia lesquels incluent sa

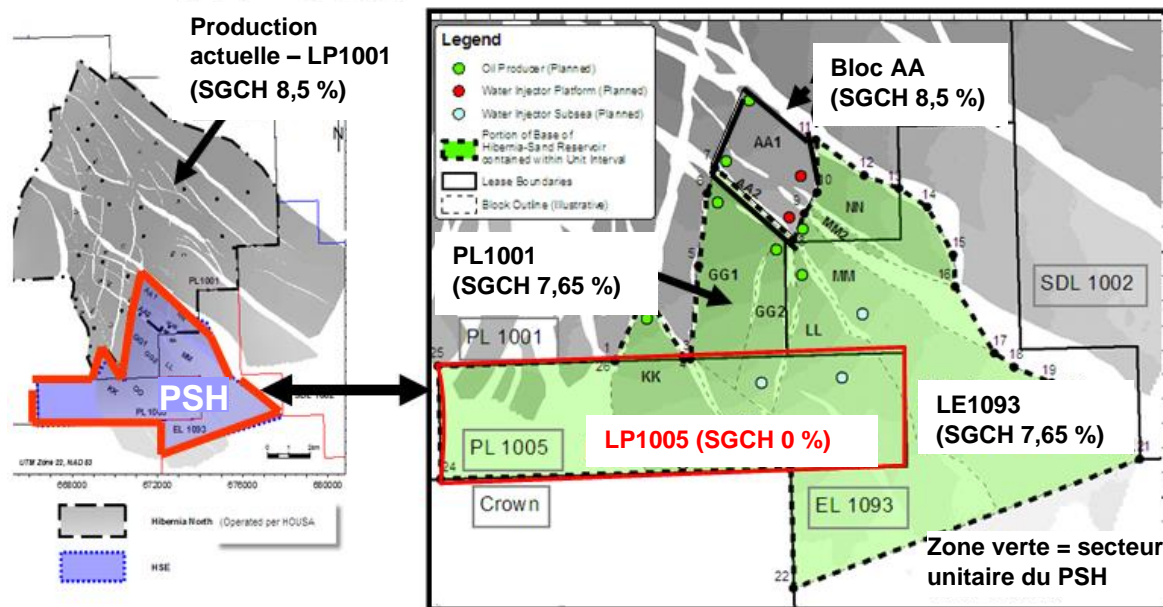
quote-part de la production du gisement Hibernia, de ses droits d'utilisation et de mise en œuvre, de son pétrolier et de son engagement de capacité contractuelle réservée avec Newfoundland Transshipment Ltd.(« NTL »).

Bien que le financement initial de la SGCH ait été fait par le biais de crédits du gouvernement du Canada, son financement provient depuis 1998 de la vente de sa quote-part de pétrole brut produit à Hibernia. La SGCH est seule responsable de s'assurer d'avoir en main des liquidités suffisantes pour financer ses frais d'exploitation et ses dépenses d'immobilisations, les redevances, une participation aux bénéfices nets les impôts et les taxes et impôts à payer, les frais d'administration et les frais futurs d'abandon, sans avoir besoin de crédits supplémentaires de la part de l'actionnaire. La SGCH doit aussi payer des impôts fédéraux et provinciaux, les redevances et une participation aux bénéfices nets au même titre que toute entreprise du secteur privé.

Le champ pétrolifère Hibernia se compose de la zone visée par la licence de production LP1001, qui avait été approuvée dans un premier temps aux fins de la mise en valeur du projet et du nouveau prolongement de la zone sud Hibernia (« PSH »), qui comprend des parties de la LP1001 et les licences LP1005 et LE1093 en entier. La participation de la SGCH dans la partie LP1001 ainsi que dans les parties du secteur non unitaire de la nouvelle zone du PSH visée par la licence LP1001 est de 8,5 %. Les autres propriétaires de ces zones visées par la licence LP1001 sont ExxonMobil (33,125 %), Chevron (26,875 %), Suncor (20,0 %), Murphy (6,5 %) et Statoil (5,0 %).

En 2009, les propriétaires de LP1005 et de LE 1093 ont convenu de mettre en commun leurs participations avec une portion originale de la licence LP 1001 et de constituer le prolongement de la zone sud d'Hibernia (secteur unitaire du PSH). En février 2010, Nalcor, la société pétrolière de la province de Terre-Neuve et Labrador a acquis une participation de 10 % dans les capitaux propres de tous les propriétaires d'Hibernia en proportion de leur participation directe respective dans certains terrains désignés du PSH. Nalcor possède donc maintenant une participation initiale directe de 10 % dans le secteur unitaire du PSH.

Le schéma qui suit indique les participations directes de la SGCH dans la production actuelle de la concession visée par la licence LP1001 et la zone du bloc AA du secteur non unitaire du PSH visée par la licence LP1001 ainsi que la participation directe qui en résulte dans le secteur unitaire des concessions visées par les licences LP1001 et LE1093 (aujourd'hui désignée LP 1011) après la vente à Nalcor. La participation directe initiale de la SGCH dans le secteur unitaire est de 5,08482 %; elle sera recalculée de nouveau selon le processus de rajustement prévu dans l'accord de cette entité. Le secteur unitaire du PSH comprend les zones visées par les licences LP1005 (SGCH 0 %), LE1093 (SGCH 7,65 %) et la partie unitaire LP1001 (SGCH 7,65 %). La zone du secteur unitaire du PSH est indiquée en vert.



La Société d'exploitation et de développement d'Hibernia exploite ce projet pour le compte des propriétaires, et ExxonMobil Corporation assure les services techniques administratifs et de gestion aux termes d'un contrat de gestion. Le secteur unitaire du PSH est exploité de la même manière.

Toutes les activités entreprises à ce jour et visées par le présent plan d'entreprise s'inscrivent dans le mandat de la SGCH.

2.0 Revue des activités de l'exercice 2013

Les estimations de l'année en cours sont basées sur huit mois de réel et quatre mois de prévisions. (Référer au Tableau II pour plus de détails). Le calendrier des livraisons de pétrole peut avoir un impact important sur les résultats financiers de fin d'exercice.

Le montant de dividendes prévus pour 2013 est de 142 millions de dollars soit à peu près le même montant que celui prévu au budget de 2013, soit 147 millions de dollars. Ceci résulte d'un prix du pétrole brut plus avantageux que prévu, d'un taux de production quotidien plus élevé et d'un ajustement positif unique négocié dans la gestion des en-cours de production; par contre les dépenses en immobilisation, le calendrier de recouvrement des recettes et une encaisse supplémentaire en fin d'année afin de pourvoir aux activités du premier trimestre de 2014 ont fait en sorte que les dépenses ont été plus élevées que prévu.

Les produits d'exploitation de la SGCH en 2013 devraient se chiffrer à 512 millions de dollars selon les prévisions comparativement à 422 millions de dollars prévus au budget.

La production quotidienne de pétrole brut d'Hibernia en 2013 est estimée à 137 000 barils de pétrole par jour, comparativement à des prévisions de 134 000 barils par jour au plan d'entreprise.

Le prix de vente moyen annuel du pétrole brut en 2013 est estimé à 114 dollars par baril, soit 14% de plus que le montant prévu de 100 dollars par baril.

Les charges d'exploitation brutes d'Hibernia pour 2013 devraient être moins élevées que prévu en raison du travail moindre au niveau des puits et de frais généraux moins élevés. La quote-part de la SGCH au niveau des charges d'exploitation du projet devrait s'établir à 21 millions de dollars. Les frais d'administration et généraux directs de la SGCH devraient s'élever à 2,9 millions de dollars en 2013.

En 2013, la SGCH a payé, à titre de redevances, un taux net de 30 % à l'égard du secteur non unitaire Hibernia, un taux net de 42,5 % pour les blocs AA, un taux selon une échelle variable de redevances allant jusqu'à 42,5 % pour la partie du secteur unitaire du PSH visée par la licence LP1001 et un taux brut de redevances de 5 % à la province pour la production du secteur unitaire du PSH visée par la licence LP 1011. De plus, la SGCH a versé une PBN de 10 % au gouvernement du Canada sur la production de la licence LP1001.

Hibernia continue de s'assurer que des processus soient en place et que des actions concrètes soient entreprises à l'égard des enjeux de sécurité, de santé et de protection de l'environnement.

En 2013, on prévoit que les dépenses en immobilisations seront moins élevées que prévu au plan. La diminution est attribuable au report de certains projets d'immobilisations et moins de travaux de reconditionnement de puits et moins d'abandons; ceci est contrebalancé par une activité supérieure de forage dans la zone du PSH ainsi que par des travaux de forage par injection d'eau dans le PSH et des coûts plus élevés reliés à l'installation d'équipements sous-marins. La quote-part des dépenses d'immobilisations de la SGCH devrait atteindre 52 millions de dollars.

En plus des dépenses importantes de forage en cours à Hibernia, l'initiative la plus importante de l'exercice 2013 pour les propriétaires d'Hibernia fut la continuation de la mise en œuvre du secteur unitaire du PSH, approuvée en 2011. Le développement du secteur du PSH s'est poursuivi au cours de l'année sur les cinq premiers réservoirs de ce secteur. Les équipements sous-marins, le pipeline et le cordon ombilical ont été installés au cours de l'été 2013. Le forage des puits par injection sous marine d'eau a débuté à la fin de 2013 en utilisant une plateforme flottante de forage. Le projet est conforme au plan révisé au niveau des coûts et du calendrier de réalisation.

Bien que les deux premiers puits pétrolifères du secteur du PSH aient été forés en 2011, ils ont continué à produire selon une capacité réduite en raison de contraintes liées à des problèmes de pression des réservoirs. Ces contraintes de pression devraient être éliminées vers la fin de 2014 lorsque les puits par injection d'eau entreront en opération.

Le forage de paires de puits producteurs et injecteurs additionnels dans le secteur unitaire du PSH ajoutera une production additionnelle importante. Le plan de mise en œuvre du secteur unitaire du PSH implique le forage de puits d'injection par eau utilisant une plate-forme flottante de forage, l'établissement d'un raccordement par pipeline entre ces puits et la plate-forme Hibernia et le forage de puits producteurs de pétrole additionnels à partir de la plate-forme.

Les propriétaires d'Hibernia ont approuvé au cours de 2013 une seconde phase de développement dans le secteur unitaire du PSH pour 4 blocs du BNA Sands et un bloc additionnel de Hibernia Sands (NN).

Les propriétaires d'Hibernia continuent d'explorer des occasions d'optimisation de production et de récupération de pétrole dans la partie principale (non unitaire) du champ pétrolifère. Il existe présentement deux projets particuliers soit le développement de blocs additionnels dans le BNA et la mise en œuvre d'un projet pilote de récupération améliorée de pétrole. On pourrait prendre des décisions relatives à ces projets au cours de l'année 2014. La construction du nouveau système de forage par ascension de gaz visant l'amélioration de la productivité des puits se poursuit avec l'achèvement du projet prévu pour 2014.

3.0 Les objectifs de l'exercice 2014

Les objectifs et les stratégies de la SGCH portent sur toutes les activités du projet Hibernia. La SGCH travaille en collaboration avec les autres propriétaires d'Hibernia pour sauvegarder et améliorer l'actif Hibernia par le biais de plusieurs initiatives telles la mise en œuvre du secteur unitaire du PSH, l'optimisation des activités de recouvrement et de production de pétrole, la diversification des marchés cibles pour le pétrole brut d'Hibernia, les discussions relatives au développement d'une entente de transport pour satisfaire les besoins de tous les producteurs des Grands Bancs et en fournissant des commentaires à la société exploitante en regard des enjeux opérationnels y inclus ceux reliés à la sécurité et à la protection de l'environnement.

4.0 Commercialisation et transport

Le prix que la SGCH reçoit pour son pétrole est associé au prix de référence du Dated Brent qui est utilisé aux fins de l'établissement des prix d'approvisionnement aux raffineries qui ont accès au pétrole brut international acheminé par bateau. Le prix du Brent fluctue en fonction de l'offre et de la demande à l'échelle internationale, et de facteurs géopolitiques : il est fixé en dollars américains.

Le contrat de commercialisation avec Suncor a été reconduit et contient une entente de mise en commun avec Suncor et les autres parties. La SGCH continue de participer à l'entente à court terme de partage de capacité d'un pétrolier avec les autres producteurs des Grands Bancs. La SGCH participe également avec les autres propriétaires d'Hibernia

et des Grands Bancs dans les discussions relatives au développement d'une entente à long terme visant l'affrètement d'un pétrolier et le partage des coûts relatifs au contrat avec NTL.

5.0 Risques

Le présent plan d'entreprise contient des variables normalement associées à l'établissement du prix du brut, aux dépenses en immobilisations, aux charges d'exploitation et au rendement des couches pétrolifères. Les risques les plus importants associés au plan d'entreprise de 2014 de la SGCH sont les suivants :

- a) risques liés à l'exploitation et à la technologie
- b) risques reliés aux prix des matières de base
- c) risques de taux de change
- d) risques reliés à la réglementation et aux redevances
- e) risques environnementaux
- f) risques reliés aux abandons et aux réserves
- g) risques reliés à la sécurité de l'information et des données

Les principales variables imprévisibles pour les projets d'expansion ont trait à la qualité de la couche pétrolifère, à l'épaisseur de la couche pétrolifère, à la connectivité entre les puits et à la profondeur du contact pétrole-eau.

La SGCH ne souscrit pas à des activités de couverture sur le prix du pétrole brut et sur le taux de change dans sa stratégie de commercialisation du pétrole brut. L'entente de commercialisation en vigueur avec Suncor lui permet de générer un flux de trésorerie plus stable puisque la SGCH perçoit des revenus d'exploitation d'un plus grand nombre de cargaisons au cours de l'année ce qui permet à la SGCH de minimiser la volatilité des prix du pétrole brut en étalant le calendrier des prix du pétrole brut sur une plus longue période, compte tenu que celle-ci ne souscrit pas à des activités de couverture.

6.0 Informations financières – Le plan d'entreprise 2014

La SGCH prévoit que la production brute d'Hibernia sera de 120 000 barils de pétrole par jour en moyenne pour l'exercice 2014. Lorsqu'on examine ces chiffres en lien avec le calendrier de levée et de transport, la SGCH devrait enregistrer des ventes de 3,35 millions de barils. On prévoit que la production de 2014 sera inférieure en raison de délais prévus relatifs au projet d'injection par eau dans le secteur unitaire du PSH ainsi que d'une production inférieure dans le champ principal. Les revenus de 2013 étaient également supérieurs en raison d'un ajustement d'inventaire.

La SGCH prévoit des produits d'exploitation de 348 millions de dollars pour 2014. Les prévisions du prix moyen du pétrole brut pour 2014 est de 100 dollars par baril comparativement aux prévisions de prix moyen actuel de 114 dollars par baril pour 2013. Ces prévisions sont quelque peu contrebalancées par le taux de change américain qui s'établit aux fins du plan d'entreprise à 1,03 dollar par rapport à 1,00 dollar l'an dernier.

Selon les prévisions, la quote-part des dépenses d'exploitation de la SGCH au titre du projet Hibernia pour 2014 devrait se chiffrer à 26 millions de dollars pour l'exploitation (champ et puits, assurance, transport et administration, moins les frais de gestion des installations et les intérêts créditeurs). Les flux de trésorerie d'exploitation nets devraient s'établir à 166 millions de dollars, déduction faite des redevances de 86 millions de dollars, de la PBN de 25 millions de dollars et des impôts et taxes de 45 millions de dollars. Les frais généraux et administratifs sont estimés à 3,1 millions de dollars en 2014 en raison d'un niveau d'activités élevé au niveau de la mise en œuvre des projets et des négociations.

Il est à noter qu'au fur et à mesure que la production provenant du prolongement sud d'Hibernia (PSH) s'accroît, la quote-part des dépenses de production et autres dépenses de la SGCH diminuera puisque la quote part de la SGCH dans le prolongement sud d'Hibernia est de 5,08482 par rapport à une quote-part de 8,5% dans le secteur non unitaire.

Selon les prévisions budgétaires, la quote-part de la SGCH au titre des dépenses en immobilisations et des abandons/fermetures est de 71 millions de dollars (une hausse par rapport à \$ 52 millions de dollars en 2013), ce qui comprend 40 millions de dollars pour le forage (81% en relation avec le PSH unitaire), et 31 millions de dollars pour les projets d'installations (20% en relation au PSH unitaire). Le budget des immobilisations comprend des fonds pour le forage, l'équipement pour l'extraction par injection de gaz, la continuation du développement du secteur unitaire du PSH, et le développement de la partie non unitaire du BNA.

Les dividendes de 133 millions de dollars prévus pour 2014 sont plus élevés que les flux de trésorerie disponibles pour les dividendes (entrées nettes de trésorerie à partir de l'exploitation moins sorties nettes de trésorerie pour investissement) en raison de la perception en 2014 d'une vente d'affrètement de 2013 combinée avec un surplus d'encaisse à la fin de 2013 qui sera disponible en 2014.

Les entrants au flux de trésorerie de la SGCH sont sensibles au prix du pétrole brut, au taux de change et aux volumes de production. Le tableau suivant expose l'effet de ces facteurs sur les flux de trésorerie annuels pour 2014, après les taxes et les impôts :

<u>Facteur</u>	<u>Fluctuation</u>	<u>Modification des flux de trésorerie de la SGCH après les taxes et les impôts</u> (M \$CAN)
Prix du pétrole	1,00 \$ US/baril	2,00 \$
Taux de change Canada/É.U.	0,01 \$	2,00 \$
Volume de production du projet Hibernia	10 000 bpj	17,00 \$ *

* N.B. : Le montant apparaissant ici tient compte du fait que chaque baril additionnel produit durant l'année entraîne une modification des flux de trésorerie. La SGCH répartit les cargaisons de pétrole brut sur la structure à embase-poids en chargements supplémentaires. Ainsi les hausses de production ne se traduisent pas toujours directement par une augmentation des flux de trésorerie au cours d'une année donnée. Une hausse de la production brute d'une plate-forme de 10 000 bpj équivaut à 310 250 barils additionnels pour l'année pour la SGCH.

7.0 Structure organisationnelle

Depuis sa création en 1993, la SGCH a eu pour seul effectif un petit nombre de professionnels chevronnés de l'industrie de l'énergie. À la fin de 2013, le personnel comprenait huit employés à temps plein et à temps partiel, et un consultant à temps partiel. La société a également recours, au besoin, à des services d'évaluation des couches pétrolifères, des services juridiques, des services de vérification et d'assurance, des services administratifs et d'autres services de consultation.

8.0 États financiers pro forma

En 2011 la SGCH a adopté les Normes internationales d'information financière (IFRS) tel que requis par le Conseil des normes comptables (CNC). Les états financiers de 2012 de la SGCH ont été préparés selon les nouvelles normes IFRS, y inclus les chiffres comparatifs de l'exercice précédent (2011).

Les tableaux I, II et III sont présentés en annexe.

Société de gestion Canada Hibernia
États pro forma des flux de trésorerie
Exercices terminés le 31 décembre, 2012-2018
millions \$ CAN

Tableau I

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
	Chiffres réels	Prévisions	Plan	Plan	Plan	Plan	Plan
Actif							
Actif à court terme							
Encaisse et investissements, exploitation	68,97	82,79	60,28	60,48	60,94	60,06	60,79
Débiteurs	61,69	55,80	21,38	21,38	21,38	21,38	21,38
Charges payées d'avance et reportées	0,29	0,29	0,29	0,29	0,29	0,29	0,29
Stocks	4,04	4,04	4,04	4,04	4,04	4,04	4,04
Total de l'actif à court terme	134,99	142,92	85,99	86,19	86,65	85,77	86,50
Immobilisations corporelles							
Installations du projet Hibernia	257,19	292,74	363,34	426,76	469,88	513,28	567,52
Transporteur de pétrole brut	13,55	13,55	13,55	13,55	13,55	13,55	13,55
Total plant and equipment at cost	270,74	306,29	376,89	440,31	483,43	526,83	581,07
Moins épuisement et amortissement depreciation	(107,67)	(150,35)	(183,85)	(213,01)	(243,78)	(274,23)	(301,77)
Immobilisations corporelles nettes	163,07	155,94	193,04	227,30	239,65	252,60	279,30
Autres éléments d'actif							
Actifs d'impôt différé	4,38	8,44	4,14	0,60	-	-	-
Fonds entiercés	5,97	5,97	11,92	11,92	11,92	11,92	11,92
Fonds pour abandon et risques	95,71	96,58	97,40	98,23	99,06	99,90	100,75
Total des autres éléments d'actif	106,06	110,99	113,46	110,75	110,98	111,82	112,67
	404,12	409,85	392,49	424,24	437,28	450,19	478,47
Passif et capitaux propres							
Actif à court terme							
Créditeurs et charges à payer	47,99	28,90	23,73	23,73	23,73	23,73	23,73
Impôts sur le revenu à payer	1,14	3,50	0,24	0,24	0,24	0,24	0,24
Obligation locative à court terme	1,81	2,13	-	-	-	-	-
À payer à l'actionnaire	0,38	0,38	0,38	0,38	0,38	0,38	0,38
Total du passif à court terme	51,32	34,91	24,35	24,35	24,35	24,35	24,35
Autres éléments de passif							
Obligation locative à long terme	1,94	-	-	-	-	-	-
Impôts sur le revenu futurs	-	-	-	-	3,39	6,75	12,74
Obligations, mise hors service d'actifs	94,02	78,81	79,34	78,72	79,56	80,54	81,67
Total des autres éléments de passif	95,96	78,81	79,34	78,72	82,95	87,29	94,41
Capitaux propres							
Bénéfices non répartis	256,84	296,13	288,80	321,17	329,98	338,55	359,71
Total des capitaux propres	256,84	296,13	288,80	321,17	329,98	338,55	359,71
	404,12	409,85	392,49	424,24	437,28	450,19	478,47

Société de gestion Canada Hibernia
Bilan pro forma de la situation financière
31 décembre, 2012-2018
millions \$ CAN

Tableau II

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
	Chiffres réels	Prévisions	Plan	Plan	Plan	Plan	Plan
Produits							
Ventes de pétrole brut	470,60	512,07	348,20	321,44	335,77	332,19	300,43
Redevances	(131,28)	(144,71)	(86,00)	(77,14)	(88,61)	(97,30)	(79,25)
Participation au bénéfice net	(41,33)	(42,59)	(25,26)	(21,95)	(23,64)	(22,59)	(19,56)
Ventes nettes de pétrole brut	297,99	324,77	236,94	222,35	223,52	212,30	201,62
Intérêts créditeurs	1,77	1,87	1,71	1,59	1,59	1,59	1,61
Frais d'utilisation des installations	0,35	0,80	2,00	3,60	7,20	5,10	5,10
Total des produits	300,11	327,44	240,65	227,54	232,31	218,99	208,33
Charges							
Champs en exploitation	16,37	20,91	22,34	18,42	16,75	17,19	17,48
Transport	2,59	5,80	4,04	6,57	7,11	7,21	6,67
Administration	2,73	2,85	3,09	2,98	2,73	2,81	2,87
Intérêts – location-acquisition	0,12	0,08	0,02	-	-	-	-
Amortissement et épuisement	37,11	42,68	33,50	29,16	30,77	30,45	27,54
Augmentation, désactualisation	1,76	2,45	2,57	2,70	2,84	2,98	3,13
Autres	(0,52)	-	-	-	-	-	-
Total des charges	60,16	74,77	65,56	59,83	60,20	60,64	57,69
Bénéfice net avant impôts	239,95	252,67	175,09	167,71	172,11	158,35	150,64
Impôts sur le revenu							
Impôts sur le revenu futurs	(3,19)	(4,06)	4,30	3,54	3,99	3,36	5,99
Impôts sur le revenu réels à court terme	70,46	75,44	45,12	43,80	45,31	41,42	36,49
Total des impôts sur le revenu	67,27	71,38	49,42	47,34	49,30	44,78	42,48
Bénéfice net	172,68	181,29	125,67	120,37	122,81	113,57	108,16
Bénéfice non répartis							
Début de l'exercice	204,16	256,84	296,13	288,80	321,17	329,98	338,55
Dividendes	(120,00)	(142,00)	(133,00)	(88,00)	(114,00)	(105,00)	(87,00)
Fin de l'exercice	256,84	296,13	288,80	321,17	329,98	338,55	359,71

Société de gestion Canada Hibernia
États pro forma des flux de trésorerie
Exercices terminés le 31 décembre, 2012-2018
millions \$ CAN

Tableau III

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
	Chiffres réels	Prévisions	Plan	Plan	Plan	Plan	Plan
Activités d'exploitation							
Bénéfice de l'exercice	172,68	181,29	125,67	120,37	122,81	113,57	108,16
Déductions sans effet sur la trésorerie	15,78	41,07	40,37	35,40	37,60	36,79	36,66
Changements du fonds de roulement hors caisse	(4,65)	(10,91)	23,86	-	-	-	-
Activités des puits	(2,16)	(1,18)	(2,04)	(3,32)	(2,00)	(2,00)	(2,00)
	181,65	210,27	187,86	152,45	158,41	148,36	142,82
Activités d'investissement							
Installations du projet Hibernia	(33,50)	(52,03)	(70,60)	(63,42)	(43,12)	(43,40)	(54,24)
Fonds entiers	(0,42)	-	(5,95)	-	-	-	-
Fonds, abandons et risques	(0,81)	(0,87)	(0,82)	(0,83)	(0,83)	(0,84)	(0,85)
	(34,73)	(52,90)	(77,37)	(64,25)	(43,95)	(44,24)	(55,09)
Activités de financement							
Dividendes versés à la CDEV	(120,00)	(142,00)	(133,00)	(88,00)	(114,00)	(105,00)	(87,00)
Paiements d'obligations locatives	(1,36)	(1,55)	-	-	-	-	-
	(121,36)	(143,55)	(133,00)	(88,00)	(114,00)	(105,00)	(87,00)
Évolution de l'encaisse	25,56	13,82	(22,51)	0,20	0,46	(0,88)	0,73
Encaisse au début de l'exercice	43,41	68,97	82,79	60,28	60,48	60,94	60,06
Encaisse à la fin de l'exercice	68,97	82,79	60,28	60,48	60,94	60,06	60,79